

le mariage entre personnes de même sexe?

Un appui tactique pour lutter contre l'homophobie

– Richard Desrosiers

Michèle Leroux

D'abord hostile à l'idée de soutenir le mariage gai, le directeur du Département d'histoire, le professeur Richard Desrosiers, s'est ravisé au cours des dernières semaines. «Avec la position radicale adoptée publiquement par l'Église catholique depuis l'été, la conjoncture a changé, estime le professeur. On se croirait au 18^e siècle. Moi qui pensais que la séparation entre l'État et l'Église avait été consommée! J'ai dû revoir ma position sur le mariage gai lorsque j'ai constaté que les directives émises par l'Église et le Vatican condamnaient et dénigraient l'homosexualité. C'est une chose de dire que le mariage doit demeurer l'union d'un homme et d'une femme, mais c'en est une autre de rejeter l'homosexualité. Le débat est en train de dévier. Il faut réagir.»

«Mon appui au mariage gai est donc tactique, explique le professeur. Je ne veux pas sauver le mariage. Au départ, j'étais contre l'idée de revendiquer ou copier cette vieille institution en décrépitude, en Occident, dont le poids historique négatif a été critiqué en long et en large par le mouvement féministe. Il aurait mieux valu que les gais proposent de nouvelles formules. Il nous fallait être à l'avant-garde. Mais avec la tournure du débat, j'appuie la revendication parce qu'il s'agit de lutter contre l'homophobie.»

Coordonnateur du Groupe inter-

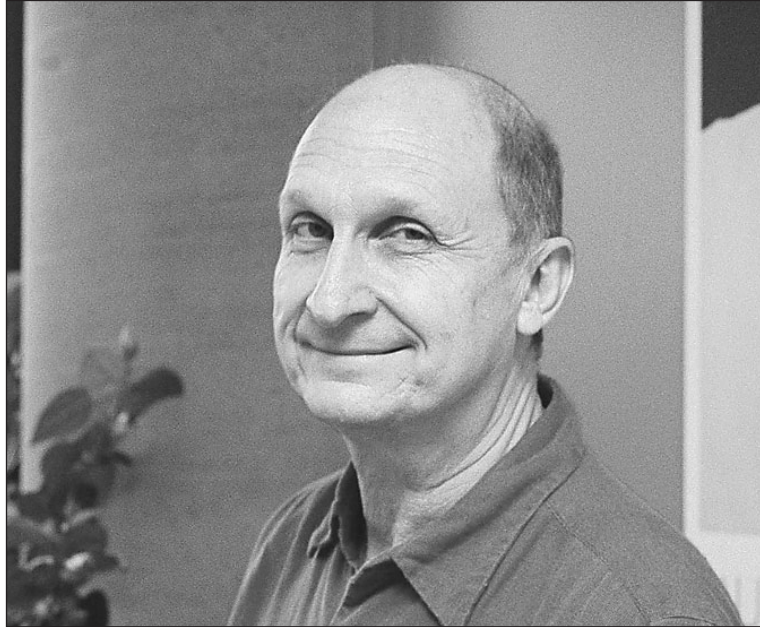


Photo : Nathalie St-Pierre

M. Richard Desrosiers, professeur au Département d'histoire.

disciplinaire de recherches et d'études : homosexualité et société (GIREHS), M. Desrosiers enseigne depuis plusieurs années les cours «Histoire de l'homosexualité» et «Homosexualité et société», rattachés au curriculum du baccalauréat en histoire. Depuis sept ans, ces cours ont été donnés à une douzaine de reprises. «La question du mariage gai y est abordée à chaque semestre. Mais il est surprenant que l'UQAM soit encore en 2003 la seule université francophone au monde à donner des cours portant directement sur l'homosexualité», note le professeur.

Droit et illusion

Le débat sur le mariage gai a pris de

l'ampleur à la suite de décisions des tribunaux de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec qui ont conclu que le fait de refuser à des couples homosexuels le droit de se marier était discriminatoire et contraire au droit à l'égalité garanti dans la Charte canadienne des droits et libertés. «N'y a-t-il pas une illusion dans cette quête de l'égalité des droits, comme si les lois pouvaient tout régler? s'interroge M. Desrosiers. L'intolérance et l'homophobie ne disparaîtront pas grâce à des lois, encore moins avec le mariage. Je préférerais que les énergies soient consacrées à aider les jeunes de l'école secondaire qui ont beaucoup de difficultés à affirmer leur homosexualité. Il faut

aussi s'attaquer au taux de suicide que l'on sait très élevé chez les jeunes homosexuels. Pourtant, les futurs enseignants, que l'on prépare à l'intégration des minorités ethniques et raciales, n'ont aucun cours sur l'homosexualité. Ils sont formés pour intervenir lorsqu'un élève se fait traiter de «nègre», mais ils ne savent pas quoi dire lorsque les jeunes s'en prennent à la «tapette». Ça devrait être une priorité. On a encore du chemin à faire, même au Québec où, selon des sondages récents, 60 % de la population serait en faveur du mariage gai.»

Malgré le courant majoritaire sympathique aux changements qui permettraient aux personnes de même sexe de se marier, les gens se questionnent tout de même sur les implications, constate M. Desrosiers. «Cela suscite un débat de société et c'est tant mieux. Mais je pense que la loi proposée par le gouvernement fédéral est bien faite. Elle donne la possibilité aux couples homosexuels de se marier civilement, tout en laissant à l'Église le droit de refuser de prononcer ce type de mariage. On peut comprendre que certaines communautés religieuses aient peur que l'étape suivante consiste à les forcer à marier les gais et lesbiennes.»

M. Desrosiers a été étonné du vote très serré au Parlement fédéral et croyait que la proposition de l'Alliance canadienne serait repoussée avec plus de vigueur. «Il y a de la résistance et on sent des relents d'homophobie. Lorsque le sujet des enfants vient sur la table, le débat déraile facilement. Tous ces arguments reliés à la stabilité de la famille ne tiennent pas la rampe, selon moi. Il faut être logique. Si le mariage doit être relié à la procréation, cela signifie-t-il que les couples hétérosexuels qui ne veulent pas d'enfants ne pourraient pas se marier? ... Il vaudrait mieux s'adapter aux nouvelles réalités. La famille n'est plus ce qu'elle était. Au Québec, l'union civile accordée aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux hétérosexuels et la famille homoparentale est reconnue juridiquement. L'homosexualité et l'homoparentalité sont donc là pour rester...»

«Quand je constate que l'on nie ou dénigre l'homosexualité, j'ai le goût de reprendre la parole, de lutter contre les idées homophobes et pour le droit à la différence. Au fond, c'est de cela dont il s'agit», estime M. Desrosiers •

SUR INTERNET, QUELQUES SITES D'INFORMATIONS OU D'OPINIONS

www.canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2003/doc_30946.html

www.cecc.ca (Conférence des évêques catholiques du Canada)

www.emergence.qc.ca (Fondation Émergence)